

# **GOC.sps – Groupement des Organisations représentatives des Coordonnateurs sécurité et protection de la santé**

**Cicf UNAPOC – COPREC Construction – Fédération des AFEO - UNTEC**

## **PROJET de CADRE du REGLEMENT de CONSULTATION du COORDONNATEUR SPS**

**(à établir par le MAITRE D'OUVRAGE)**

*Le présent document, élaboré dans le cadre des études pour l'amélioration du dispositif de la Coordination SPS, a été **accepté** par les membres du groupe de travail CSPS de la Commission spécialisée n°3 du **COCT (Conseil d'Orientation sur les Conditions de Travail)**.*

*Il formalise les réflexions du groupe de travail du **GOC.sps**, auquel ont participé les Coordonnateurs SPS de : **Cicf UNAPOC, COPREC Construction, Fédération des AFEO et UNTEC**.*

*Il intègre également les propositions du groupe de travail « Responsabilité des acteurs de la construction » animé par l'**OPPBTP**.*

*Dès l'accord du Ministère du Travail, un groupe de travail pourra être constitué au sein de l'**AFNOR** avec **tous les autres acteurs concernés** (Institutionnels, Maîtres d'Ouvrage, Maîtres d'œuvre, Coordonnateurs SPS) en vue de l'élaboration d'une **norme**.*

### **Préambule**

Les marchés passés après mise en concurrence doivent faire l'objet d'un règlement de la consultation, établi par le Maître d'Ouvrage.

L'objectif principal du Règlement de Consultation est de fixer les règles d'attribution du marché et de **permettre le jugement objectif de l'offre mieux disante** en se fondant sur une **pluralité de critères pondérés** en concordance avec l'objet et la nature du marché.

**En marchés publics il existe déjà un cadre de « Règlement de Consultation ».**

Il s'agit d'un **véritable règlement** par lequel les Maîtres d'Ouvrage, en application de l'**article 53 du Code des Marchés Publics**, doivent fixer les règles de la consultation, quelle que soit la procédure choisie.

L'article 53-II stipule que lorsque plusieurs critères sont prévus, le pouvoir adjudicateur précise leur **pondération**.

Les candidats doivent donc se conformer aux clauses du Règlement de Consultation sous peine de rejet.

**En marchés privés** il n'y a pas de formalisme aussi précis **mais** la Loi n° 93-1418 du 31/12/93 et les textes pris pour son application **préconisent** pour les **marchés de CSPS**, des dispositions spécifiques comme rappelé au § 2.

**Les marchés privés** de CSPS doivent donc **également être attribués en application de ce règlement**.

Il appartient au Maître d'Ouvrage de choisir les critères et leur pondération, toutefois en matière de CSPS **le présent cadre fixe des contraintes en application de la réglementation** compte tenu des **particularités** de cette mission par rapport aux autres contrats de prestations intellectuelles.

Une fois les critères et leur pondération portés à la connaissance des candidats potentiels à l'attribution du marché, **il n'est plus possible d'en modifier la liste ni d'en changer la pondération** ou le classement.

## **1° Objet**

Cadre **réglementaire** pour permettre au Maître d'Ouvrage de choisir objectivement la meilleure offre de CSPS en application du **Règlement de Consultation**.

En outre ce règlement de la consultation comporte des clauses à ne pas oublier d'insérer dans les pièces constitutives du marché qui deviendront contractuelles.

## **2° Particularités de la mission CSPS par rapport aux autres contrats de prestations intellectuelles**

- **2.1 Contrat spécifique** à la mission de CSPS exclusivement dévolu par le Maître d'ouvrage, et **imposé par les dispositions du Code du Travail** en particulier (en application des articles L. 4532-5, R. 4532-6, ...):

**2.1.1 Autorité** conférée par le **Maître d'Ouvrage** au CSPS, par un document contractuel formalisant les **modalités pratiques de coopération** entre les intervenants.

Cette autorité doit être formalisée également par des clauses insérées aux contrats de la Maîtrise d'œuvre et des entreprises

**2.1.2 Moyens indispensables** à l'exercice de la mission, attribués par le **Maître d'Ouvrage** au contractant CSPS (personne morale, libéral, ...), ainsi que ceux mis à disposition de la personne physique réalisant la mission pour son employeur.

- **2.2 Compétence réglementaire** correspondant à la nature de l'opération de la personne physique réalisant la mission (titulaire ou suppléant).  
Adéquation de l'expérience professionnelle des coordonnateurs au type et à la taille de l'opération.

### **3° Examen de recevabilité des candidatures**

- **3.1 Vérification de la validité de l'attestation de compétence de(s) la personne(s) physique(s)**

Il est rappelé l'article R 4532-18 du Code du Travail : « *Une personne morale en mesure d'affecter à cette fonction une personne physique compétente peut être désignée en tant que coordonnateur.* »

Si la (ou les) personne(s) physique(s) **compétentes** ne sont pas indiquées dans l'offre, **la personne morale ne peut donc être désignée en tant que coordonnateur.**

- **3.2 Vérification de la validité de l'assurance**

**Le non respect de l'un de ces 2 critères de recevabilité est éliminatoire, et l'offre rejetée.**

### **4° Critères de jugement de l'offre mieux disante**

- **4.1 Adéquation de l'expérience et de la formation avec l'opération**

**4.1.1** Vérification de l'adéquation de l'**expérience** déclarée et justifiée par le candidat, avec **la nature de l'opération**

**4.1.2** Vérification de l'adéquation de l'**expérience** déclarée et justifiée par le candidat, avec **la taille de l'opération**

**4.1.3** Vérification de l'adéquation de l'**expérience** déclarée et justifiée par le candidat, avec **la complexité de l'opération**

**4.1.4 Formation**

Formation **initiale** de(s) personne(s) physique(s) réalisant la mission, et formation **spécifique** complémentaire sur les risques de l'opération identifiés par le candidat sur la base du programme établi par le Maître d'Ouvrage.

- **4.2** Appréciation de l'**identification des risques.**

Note établie par le candidat sur l'**identification des risques** liés à la coactivité de l'opération, et des interventions ultérieures.

#### - 4.3 Appréciation de l'**organisation de la mission**

Note **méthodologique et organisationnelle** spécifique à la mission et à son environnement, établie par le candidat.

#### - 4.4 Appréciation des **moyens matériels**

**4.4.1** Description des **moyens matériels** mis à disposition **de(s) personne(s) physique(s)** réalisant la mission en fonction des exigences et **des moyens attribués par le Maître d'Ouvrage**.

Moyens matériels dont informatique, communication, **veille réglementaire**, ...

**4.4.2** Le candidat indiquera s'il a éventuellement besoin de **moyens supplémentaires** du Maître d'ouvrage pour réaliser sa mission.

#### - 4.5 Appréciation de la **disponibilité à intervenir sur le site**

**4.5.1 Organisation** en fonction de l'**éloignement**

**4.5.2 Garantie** apportée en terme de **disponibilité**

**4.5.3 Capacité de suppléance**

#### - 4.6 Appréciation des **fréquences** et des **temps**

**4.6.1 Adéquation avec les exigences du Maître d'Ouvrage**

**Appréciation** du **respect du programme** établi par le Maître d'Ouvrage en termes de **planning** directeur (études et travaux), de prise en compte du **nombre d'entreprises** prévisionnelles, de l'**effectif** prévu exprimé en « hommes x jours », du mode de **dévolution des marchés** d'entreprises (entreprises générales, lots séparés, groupements, ...), .....

**4.6.2** Identification et appréciation du temps de présence sur site et de sa fréquence, consacré aux **visites inopinées**

**4.6.3 Appréciation des temps proposés** par le candidat, **décomposés par éléments de mission** en fonction des temps indicatifs estimés par le Maître d'Ouvrage.

Des grilles d'aide à l'appréciation des temps, en rapport avec la complexité des opérations, du type de celle de la CRAM d'Alsace Moselle, seront étudiées et jointes en annexe à la future norme AFNOR.

**4.6.4 Contrôle du temps effectivement passé** en réunion et sur le chantier, à intégrer dans les « **modalités pratiques de coopération** » (voir § 2.1.1) annexées aux **contrats** (du CSPS issu du présent règlement de consultation, du Maître d'œuvre et des entreprises).

Afin de combattre le «mécanisme de prédation» décrit au § 4.7.1, le temps **effectivement** passé en réunion et sur le chantier doit pouvoir être facilement contrôlé par le Maître d'Ouvrage et l'Inspection du Travail (tenue d'un registre d'activité du CSPS personne physique, lecteur de badge sur les chantiers importants, ...)

#### - 4.7 Offre financière

**4.7.1** Elimination de(s) **offre(s) anormalement basse(s)**, pouvant en outre impliquer le Maître d'Ouvrage **pour défaut de moyens** (voir § 2.1.2).

*Nota* : Sous réserve de l'appréciation souveraine des juridictions compétentes.

Il est rappelé que l'article 55 du Code des Marchés Publics stipule « *si une offre paraît **anormalement basse**, le pouvoir adjudicateur peut la **rejeter par décision motivée** après avoir demandé par écrit les précisions qu'il juge utiles et vérifié les justifications fournies.* »

La circulaire du Préfet des Hauts-de-Seine du 3 juin 2010 indique à ce sujet :  
... *Au titre du droit de la concurrence, de tels prix anormalement bas peuvent éventuellement être qualifiés de « **prédateurs** » ...*

Appliqué aux marchés de CSPS le **mécanisme de prédation** est le suivant : le candidat offre dans **un premier temps** un prix forfaitaire très bas dans le but **d'évincer la concurrence**. Une fois le marché attribué, le **CSPS récupère les pertes consenties** dans l'offre en réduisant le temps passé (en particulier sur le chantier) au détriment du Maître d'Ouvrage et de la Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs.

Comme le précise la circulaire, « ... *Pareille pratique est susceptible de relever de la notion d'**exploitation abusive d'une position dominante**, que prohibe l'article L 420-2 du Code de Commerce.* ... ».

#### **4.7.2** Distinction des **prix forfaitaires** et des **prix unitaires**.

Le Maître d'Ouvrage ne pourra demander aux candidats un **prix forfaitaire**, qu'à la condition d'avoir élaboré un **programme précis** (voir § 4.6.1), et de l'intégrer à l'appel d'offres. Toute modification ultérieure de ce programme est susceptible de générer une modification du prix forfaitaire.

Des **vacations**, rémunérées par **prix unitaires** seront prévues dans le cas contraire.

#### **4.7.3** Appréciation du **coût horaire** :

- découlant de la décomposition du **prix global et forfaitaire** (en **distinguant les coûts** générés par **les déplacements**),

- ainsi que des **vacations**,

par rapport à l'**estimation du Maître d'Ouvrage** permettant d'attribuer **les moyens indispensables** à l'exercice de la mission.

## 5° Notation et Choix de l'offre mieux disante

<b>1. Expérience et Formation</b>	<b>.... / 12</b>
1.1	..../.3
1.2	..../ 3
1.3	..../ 3
1.4	..../ 3
<b>2. Identification des risques</b>	<b>.... / 14</b>
<b>3. Méthodologie et Organisation</b>	<b>.... / 14</b>
<b>4. Moyens matériels</b>	<b>.... / 6</b>
<b>5. Disponibilité</b>	<b>.... / 9</b>
5.1	..../ 3
5.2	..../ 3
5.3	..../ 3
<b>6. Fréquences et Temps</b>	<b>.... / 20</b>
6.1	..../ 8
6.2	..../ 5
6.3	..../ 7
<b>7. Offre financière</b>	<b>.... / 25</b>
<b>TOTAL</b>	<b>..... /100</b>

*Edition du 15 octobre 2010*